SÉNAT

Session ordinaire de 1915.

COMPTE RENDU IN EXTENSO. — 71^e SÉANCE

Séance du mardi 19 décembre.

SOMMAIRE

1. — Procès-verbal.
2. — Excuses et demandes de congé.
3. — Dépôt par M. Guillaume Chastenot d'un rapport, au nom de la commission des finances, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à autoriser la perception des droits, produits et revenus applicables au budget spécial de l'Algérie pour l'exercice 1917.
4. — Dépôt par M. Lourties d'un avis de la commission des finances sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet de développer les services de l'office national du commerce extérieur et de créer un comité consultatif du commerce d'exportation.
5. — Motion. — Adresse de félicitations aux armées de la République.
6. — Attribution de pouvoirs d'enquête à la commission relative aux marchés passés par le Gouvernement pendant la guerre.
Observations: M. Milliès-Lacroix.
Adoption de la motion.
7. — Demande d'interpellation de M. d'Estournelles de Constant sur les responsabilités du Gouvernement dans les surprises de la guerre sous-marine.
Demande d'interpellation de M. Cazeneuve sur l'organisation des services de contrôle et d'exécution concernant les inventions intéressant la défense nationale.
Inscription des deux interpellations à la suite de celles à l'ordre du jour.
8. — Adoption de cinq projets de loi d'intérêt local, adoptés par la Chambre des députés :
Le 1^{er}, autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de Beauvais (Oise);
Le 2^e, autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de Figeac (Lot);
Le 3^e, autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de Fontenay-le Comte (Vendée);
Le 4^e, autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de Gardanne (Bouches-du-Rhône);
Le 5^e, autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de Meaux (Seine-et-Marne).
9. — Discussion de l'interpellation de M. Henry Bérenger et plusieurs de ses collègues sur la politique militaire, diplomatique et économique du Gouvernement et sur les suites données par le président du conseil à l'ordre du jour par lequel le Sénat avait clos les débats du comité secret :
MM. Henry Bérenger, Aristide Briand, président du conseil, ministre des affaires étrangères.
Demande de jonction de l'interpellation de M. Clemenceau et plusieurs de ses collègues sur la situation des armements et des fabrications de l'artillerie, la production des matières premières et des forces motrices, le ravitaillement, et sur l'organisation et la conduite de la guerre : MM. Clemenceau et Henry Bérenger. — Adoption.
Demande de formation du Sénat en comité secret. — Adoption.
Suspension de la séance.

PRÉSIDENT DE M. SAVARY

VICE-PRÉSIDENT

La séance est ouverte à trois heures.

SÉNAT — IN EXTENSO

1. — PROCÈS-VERBAL

M. Amic, l'un des secrétaires, donne lecture du procès-verbal de la séance du jeudi 14 décembre.
Le procès verbal est adopté.

2. — EXCUSES ET DEMANDES DE CONGÉ

M. le président. M. Basire s'excuse de ne pouvoir assister à la séance et demande un congé de quelques jours.

M. Goirand s'excuse de ne pouvoir assister à la séance et demande un congé de quelques jours.

Il n'y a pas d'opposition?...
Les congés sont accordés.

3. — DÉPÔT DE RAPPORT

M. le président. La parole est à M. Chastenot.

M. Guillaume Chastenot. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat un rapport fait au nom de la commission des finances chargée d'examiner un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à autoriser la perception des droits, produits et revenus applicables au budget spécial de l'Algérie pour l'exercice 1917.

M. le président. Le rapport sera imprimé et distribué.

4. — DÉPÔT D'AVIS

M. le président. La parole est à M. Lourties.

M. Victor Lourties. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat un avis présenté au nom de la commission des finances chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet de développer les services de l'office national du commerce extérieur et de créer un comité consultatif du commerce d'exportation.

M. le président. L'avis sera imprimé et distribué.

5. — MOTION

M. le président. J'ai reçu de MM. Couyba et Charles Humbert la motion suivante :

« Le Sénat adresse l'hommage de son admiration et de sa reconnaissance aux vaillantes armées de la République, qui viennent de remporter devant Verdun les nouveaux succès dont la nation tout entière peut être fière, et qui sont la plus belle réponse aux propositions tendancieuses des agresseurs de la France et de ses alliés. » (Très bien ! et vifs applaudissements.)

Il n'y a pas d'opposition?...
Je consulte le Sénat.

(La motion est adoptée.)

6. — MOTION D'ORDRE

M. le président. J'ai reçu de M. le président de la commission relative aux marchés passés par le Gouvernement pendant la guerre une lettre par laquelle il me fait connaître que la commission demande que lui soient attribués les pouvoirs d'enquête conformément aux dispositions de la loi du 23 mars 1914.

Quelqu'un demande-t-il la parole?

M. Larère. Une pareille proposition ne peut être votée aussi rapidement. Elle est assez sérieuse pour être discutée. (Mouvements divers.) Nous demandons quelques explications...

Plusieurs sénateurs. Nous demandons le renvoi aux bureaux. (Mouvements divers.)

M. Milliès-Lacroix, président de la commission des marchés. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le président de la commission des marchés.

M. le président de la commission. Messieurs, la commission des marchés du Sénat a délibéré hier; elle a demandé, étant données certaines difficultés en présence desquelles elle peut se trouver, de vouloir bien lui conférer les pouvoirs d'enquête tels qu'ils sont délimités par la loi du 23 mars 1914.

En fait, il s'agit purement et simplement du droit de citation, de l'obligation, pour les témoins cités, de comparaître et, le cas échéant, de la possibilité d'exercer des poursuites pour faux témoignage. Il n'est question, ni de réquisition, ni d'instruction, ni de pouvoirs judiciaires. La commission des marchés est unanime à réprover ces moyens d'investigation; mais il est indispensable qu'elle puisse citer les témoins qu'il lui paraît nécessaire d'entendre pour la découverte de la vérité. (Applaudissements.)

Au surplus, c'est le Sénat qui a pris l'initiative de la loi du 23 mars 1914, loi qui régit les pouvoirs d'enquête que je viens d'énumérer. (Très bien! très bien! — Aux voix!)

M. le président. La demande de renvoi aux bureaux est-elle maintenue? (Non! non!)

Dans ces conditions, avant de mettre aux voix la proposition de résolution de la commission des marchés, j'en fais connaître les termes :

« Le Sénat décide que la commission des marchés, instituée par résolution du 23 décembre 1915, aura les pouvoirs d'enquête auxquels sont applicables les dispositions de la loi du 23 mars 1914. »

Je consulte le Sénat.

(Le Sénat a adopté.)

7. — DEMANDE D'INTERPELLATION

M. le président. J'ai reçu de M. d'Estournelles de Constant une demande d'interpellation sur les responsabilités du Gouvernement dans les surprises de la guerre sous-marine.

J'ai reçu, en outre, de M. Cazeneuve une lettre par laquelle il m'informe qu'il renouvelle sa demande d'interpellation du 5 courant, sur l'organisation des services de contrôle et d'exécution concernant les inventions intéressant la défense nationale.

Quel jour le Gouvernement propose-t-il pour la fixation de ces interpellations?

Plusieurs sénateurs. A la suite des autres interpellations!

M. Aristide Briand, président du conseil, ministre des affaires étrangères. Le Gouvernement sera à la disposition du Sénat pour discuter ces deux interpellations à la suite des interpellations inscrites à l'ordre du jour. (Adhésion.)

M. le président. En conséquence, et s'il n'y a pas d'observation, les deux interpellations sont inscrites à la suite des interpellations qui figurent à l'ordre du jour. (Très bien!)

8. — ADOPTION DE PROJETS DE LOI D'INTÉRÊT LOCAL

1^{er} PROJET

(Octroi de Beauvais. — Oise.)

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de Beauvais (Oise).

Si personne ne demande la parole dans l'

Discussion générale, je consulte le Sénat sur la question de savoir s'il entend passer à la discussion des articles du projet de loi. Il n'y a pas d'opposition ?...

Je donne lecture de l'article 1^{er} :

« Art. 1^{er}. — Est autorisée la prorogation, jusqu'au 31 décembre 1917 inclusivement, à l'octroi de Beauvais (Oise), d'une surtaxe de 30 fr. par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, liqueurs, fruits à l'eau-de-vie et autres liquides alcooliques non dénommés.

« Cette surtaxe est indépendante du droit de 37 fr. 50 établi à titre de taxe principale. »

(L'art. 1^{er}, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. « Art. 2. — Le produit de la surtaxe autorisée par l'article précédent est spécialement affecté à l'amortissement des emprunts de 250,634 fr. et 553,632 fr. autorisés par décret du 23 décembre 1910.

« L'administration locale sera tenue de justifier au préfet de l'emploi de ce produit, dont un compte général, tant en recette qu'en dépense, devra être fourni à l'expiration du délai fixé par la présente loi. » — (Adopté.)

Je mets aux voix l'ensemble du projet de loi.

(Le projet de loi est adopté.)

Le Sénat adopte ensuite, dans la même forme et sans discussion, les projets de loi dont la teneur suit :

2^e PROJET

(Octroi de Figeac. — Lot.)

M. le président. « Art. 1^{er}. — Est autorisée la prorogation, jusqu'au 31 décembre 1921 inclusivement, à l'octroi de Figeac (Lot), d'une surtaxe de 15 fr. par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, liqueurs, fruits à l'eau-de-vie et autres liquides alcooliques non dénommés.

« Cette surtaxe est indépendante du droit de 15 fr. établi à titre de taxe principale.

« Art. 2. — Le produit de la surtaxe autorisée par l'article précédent est spécialement affecté aux dépenses de l'assistance aux vieillards, infirmes et incurables.

« L'administration locale sera tenue de justifier, chaque année, au préfet, de l'emploi de ce produit, dont un compte général, tant en recette qu'en dépense, devra être fourni à l'expiration du délai fixé par la présente loi. »

3^e PROJET

(Octroi de Fontenay-le-Comte. — Vendée.)

« Art. 1^{er}. — Est autorisée la prorogation, jusqu'au 31 décembre 1921 inclusivement, à l'octroi de Fontenay-le-Comte (Vendée), d'une surtaxe de 11 fr. par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, liqueurs, fruits à l'eau-de-vie et autres liquides alcooliques non dénommés.

« Cette surtaxe est indépendante du droit de 22 fr. 50 établi à titre de taxe principale.

« Art. 2. — Le produit de la surtaxe autorisée par l'article précédent est spécialement affecté au paiement des frais d'assistance et des dépenses énumérées dans la délibération municipale du 26 février 1916.

« L'administration locale sera tenue de justifier, chaque année, au préfet, de l'emploi de ce produit, dont un compte général, tant en recette qu'en dépense, devra être fourni à l'expiration du délai fixé par la présente loi. »

4^e PROJET

(Octroi de Gardanne. — Bouches-du-Rhône.)

« Art. 1^{er}. — Est autorisée la prorogation,

jusqu'au 31 décembre 1919 inclusivement, à l'octroi de Gardanne (Bouches-du-Rhône), d'une surtaxe de 15 fr. par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, liqueurs, fruits à l'eau-de-vie et autres liquides alcooliques non dénommés.

« Cette surtaxe est indépendante du droit de 15 fr. établi à titre de taxe principale.

« Art. 2. — Le produit de la surtaxe autorisée par l'article précédent est spécialement affecté au remboursement de l'emprunt de 75,554 fr. 70 contracté en 1906, en vue de la construction d'une nouvelle mairie.

« L'administration locale sera tenue de justifier, chaque année, au préfet, de l'emploi de ce produit, dont un compte général, tant en recette qu'en dépense, devra être fourni à l'expiration du délai fixé par la présente loi. »

5^e PROJET

(Octroi de Meaux. — Seine-et-Marne.)

« Art. 1^{er}. — Est autorisée la prorogation, jusqu'au 31 décembre 1918 inclusivement, à l'octroi de Meaux (Seine-et-Marne), d'une surtaxe de 12 fr. par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie, esprits, liqueurs, fruits à l'eau-de-vie et autres liquides alcooliques non dénommés.

« Cette surtaxe est indépendante du droit de 30 fr. établi à titre de taxe principale.

« Art. 2. — Le produit de la surtaxe autorisée par l'article précédent est spécialement affecté au remboursement de la dette municipale.

« L'administration locale sera tenue de justifier, chaque année, au préfet, de l'emploi de ce produit, dont un compte général, tant en recette qu'en dépense, devra être fourni à l'expiration du délai fixé par la présente loi. »

9. — DISCUSSION D'UNE INTERPELLATION

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion de l'interpellation de M. Henry Bérenger et plusieurs de ses collègues (1) sur la politique militaire, diplomatique et économique du Gouvernement, et sur les suites données par le président du conseil à l'ordre du jour par lequel le Sénat avait clos les débats du comité secret.

La parole est à M. Henry Bérenger.

M. Henry Bérenger. Messieurs, mon interpellation sera très brève. J'estime, en effet, que nous sommes à une heure de la guerre où chaque parole doit s'efforcer d'être un acte.

Je parlerai, d'autre part, avec la mesure qui me paraît convenir à la gravité de l'heure présente.

Le Sénat, moins que toute autre assemblée, a le désir des rivalités ou des polémiques personnelles; il n'y a pas ici de naufrageurs; le Sénat ne se préoccupe que des intérêts de la patrie en danger. (*Très bien! très bien!*) Et si un grand nombre de mes collègues de la gauche démocratique et, moi-même, nous avons, aujourd'hui, adressé à M. le président du conseil une demande d'interpellation sur sa politique générale de guerre, chacun sait ici que mes amitiés personnelles auraient pu me dissuader de monter à cette tribune, si je n'avais estimé que, dans les circonstances où la patrie est engagée, chacun doit s'expliquer librement et que le Sénat doit adresser au président du conseil les questions nécessaires. (*Très bien!*)

Nous le devons d'autant plus, monsieur le président du conseil, que, par 250 voix contre 6, le comité secret du Sénat, le

9 juillet dernier, vous avait accordé sa pleine et entière confiance, sous le bénéfice, pourtant, des leçons cruelles du passé; mais, malgré les sacrifices sanglants de Verdun, malgré les aventures de notre diplomatie dans les Balkans, malgré les aveuglements et les impréparations de notre bureaucratie civile et militaire, que vos prédécesseurs et vous-même n'aviez pas toujours suffisamment réprimées, nous avons cru de notre devoir — même beaucoup de ceux d'entre nous qui faisaient partie de la commission sénatoriale de l'armée — de vous accorder notre confiance, dans l'espoir que, suivant le mot de l'ordre du jour déposé par notre collègue M. Couyba et d'un grand nombre de nos amis de la gauche démocratique, votre Gouvernement saurait rapprocher l'heure de la victoire.

Cette heure-là a-t-elle été rapprochée, autant que nous demandions, il y a cinq mois, au Gouvernement de le faire dans le pacte qui nous a liés avec lui?

Messieurs, si nous sommes aujourd'hui dans un autre état d'esprit, si la vague de malaise, qui jette parfois un voile de tristesse sur cette nation (*Mouvements divers*) si stoïque dans ses deuils et si héroïque sous les armes, atteint quelquefois jusqu'à notre Assemblée, à qui, dans le péril commun de la patrie, pouvons-nous nous adresser, si ce n'est aux hommes qui, au nom des représentants de la nation, commandent eux-mêmes au commandement?

C'est à eux que nous devons aujourd'hui adresser la suprême adjuration; et c'est dans cet esprit, monsieur le président du conseil, que je vous poserai un certain nombre de questions, qui sont rendues nécessaires par la transformation de votre Gouvernement.

Depuis cinq mois, monsieur le président du conseil, que vous nous avez quittés, fort de ce mandat de confiance que nous vous avions donné, vous n'êtes plus réapparus devant nous.

Vous revenez pour la première fois aujourd'hui dans cette enceinte, non pas avec tous vos collaborateurs d'hier, mais avec un certain nombre de personnalités nouvelles. Une pourtant nous manque, une haute personnalité démissionnaire dont nous savons qu'elle s'est séparée de vous, non pas seulement pour des questions secondaires, mais pour des divergences profondes sur les directions de nos armées d'Orient et d'Occident, sur l'organisation centralisée de la guerre.

L'écho de ces divergences a éclaté dans une autre Assemblée. Nous savons quelle émotion il y a provoquée. Le Sénat n'est pas et ne peut pas se considérer comme une simple assemblée d'enregistrement; il a sa part dans la direction du pays, par le contrôle efficace dont ses commissions ont donné l'exemple pendant la guerre. Le Sénat a le droit de savoir pourquoi votre Gouvernement s'est transformé. Est-ce que le nouveau Gouvernement entend continuer les méthodes de l'ancien? La différence entre le Gouvernement d'hier et le Gouvernement d'aujourd'hui est-elle dans un simple un changement de personnes, ou bien nous apportez-vous quelque chose de nouveau, une direction de la guerre qui puisse nous rapprocher de la frontière et de la victoire? Voilà la préoccupation qui est au fond de nos cœurs.

M. Henry Chéron. Très bien!

M. Henry Bérenger. Monsieur le président du conseil, si vous avez changé vos méthodes, il faut que nous connaissions les nouvelles; si vous avez changé les instructions données aux agents du pouvoir, il faut que nous le sachions: à l'heure actuelle, nous ne savons pas.

(1) Cette interpellation est signée de MM. Henry Bérenger, Régismanset, Maurice-Faure, Lintilhac, Cazeneuve, Couyba, Ranson et Fagot.

La France, elle, se trouve dans la même inquiétude que son Parlement. Elle ne peut voir que les faits accomplis, et ce qu'elle voit n'est pas toujours de nature à lui inspirer la confiance (*Mouvements divers*) que nous voudrions pouvoir donner à ceux qui nous représentent et qui agissent en notre nom.

Voilà vingt-huit mois que la guerre s'est abattue sur notre pays; depuis vingt-huit mois, nos armées ont fait un effort devant lequel tous, parents, amis, camarades, nous pourrions nous agenouiller. (*Très bien! très bien!*) Les armées de la République ont essayé, depuis le début, de repousser cette invasion sauvage, longuement préméditée et préparée; mais enfin, sachons le dire avec l'énergie de ceux qui veulent aller jusqu'au bout, nos armées n'ont pu encore rejeter le front jusqu'à la frontière; nous avons encore des départements envahis; nous avons encore trois millions d'âmes qui sont esclaves sous le joug allemand.

Nous demandons si ce spectacle est dû à la faiblesse de nos combattants...

M. Gaudin de Villaine. Il est dû à la faiblesse de l'avant-guerre.

M. Fabien Cesbron et plusieurs de ses collègues. Cela ne se demande pas!

M. Léon Barbier. Cette question ne se pose pas.

M. Henry Bérenger. Mon cher collègue, vous savez quel est mon sentiment lorsque je formule cette demande.

Ce spectacle est-il dû à la faiblesse de nos combattants, de ces héros qui, sur les champs de bataille au début et dans les tranchées, ont multiplié leurs héroïsmes? Ou bien est-il dû à la faiblesse de nos gouvernements?

Notre impression, la mienne, tout au moins — celle d'un membre de la commission de l'armée qui, comme vous le savez, a toujours fait preuve d'indépendance et d'impartialité — c'est que les méthodes gouvernementales n'ont pas été de nature à accélérer la victoire.

Ces méthodes, nous les avons connues dès le début. Nous les avons excusées, pardonnées; mais il arrive une heure où, en face du dernier risque à courir, on se demande si elles peuvent continuer.

Nous en sommes à cette heure où les Assemblées, le Parlement — qui aura sa part de responsabilité dans la conclusion de la guerre autant que le Gouvernement — doivent se décider.

Or, messieurs, mon impression personnelle, et je crois que c'est celle d'un grand nombre de nos collègues, est que les méthodes gouvernementales n'ont pas été de nature à pousser le front de nos armées jusqu'à la frontière et à nous libérer.

Messieurs, regardons maintenant du côté de l'Orient: est-ce que la conduite de la guerre a été dirigée de façon à assurer le succès de nos armes à Gallipoli, aux Dardanelles, à Salonique, le succès de notre diplomatie à Athènes?

M. Gaudin de Villaine. La diplomatie, n'en parlez pas!

M. Henry Bérenger. Au point de vue de la conduite du pays, avons-nous l'impression que l'organisation économique de l'arrière ait été telle que, entre la zone des armées et la zone de l'intérieur, il y ait eu ces communications, ces mouvements, cette unité qui auraient pu assurer l'unité même de la patrie? Je ne le crois pas. Tout ce que nous avons pu voir, au point de vue des transports, au point de vue du ravitaillement, des approvisionnements, nous a nettement indiqué qu'il y avait deux autorités dans le pays, deux Frances dans la France, et que ces deux Frances n'arrivaient pas à

se coordonner, qu'elles ne donnaient pas devant l'ennemi, le spectacle d'une organisation définitive de l'arrière.

Enfin, pour ce qui concerne notre production nationale, à une heure où nous étions contraints de faire des achats à l'étranger, où la disposition même de la guerre nous obligeait à nous adresser à l'Amérique, à des taux souvent usuraires (*Très bien!*), dans une guerre de matériel comme celle dans laquelle nous étions lancés, dans une guerre où les canons et les armements n'étaient que le sommet d'une pyramide dont les matières premières et les forces motrices restaient la base essentielle, les Gouvernements qui se sont succédé ont-ils montré une prévoyance, une préparation, un esprit d'organisation suffisants pour assurer cette production nationale indispensable de toutes nos industries de guerre?

Voici, messieurs, les graves reproches que nous avons à adresser au Gouvernement.

Malgré l'effort militaire, nous sommes toujours envahis, au cours de cette troisième année de guerre. En Orient, nous n'avons pas assuré le succès de nos armes; de nombreuses armées ont déjà péri, soit par la maladie, soit par l'impéritie; à Athènes même, notre diplomatie n'a pas su maintenir l'autorité de la France avec une direction énergique. Au point de vue de l'unité économique du pays, de l'organisation de l'avant et de l'arrière, de la suppression de ces deux Frances et de la création de la seule France de guerre, nous n'avons pas non plus abouti. Enfin, au point de vue de la production nationale, de ce qui aurait dû être la création de la patrie au point de vue industriel, nous n'avons vu entreprendre que des efforts partiels, auxquels, autant que tout autre, j'ai rendu hommage, mais des efforts partiels qui, pas plus que les efforts partiels, héroïques et sublimes que nos armées ont faits sur tel ou tel point du front, n'ont pu aboutir, parce que nulle part nous n'avons trouvé cette prévoyance profonde, cette préparation intensive, cette création d'ensemble sans laquelle il ne peut y avoir de victoire définitive.

Est-ce tout, messieurs? Nous avons encore cette impression que la coordination entre les armées et les effectifs interalliés n'a pas été réalisée avec toute l'énergie que nous aurions pu demander. La France a fait un effort d'effectifs que chacun d'entre vous connaît...

M. Larère. Un merveilleux effort!

M. Henry Bérenger. Un effort d'effectifs merveilleux, comme vous le dites, mon cher collègue. Il n'y a pas une famille française qui ne saine de cet effort de la France.

Elle n'a pas fait que cet effort; elle a fait aussi l'effort industriel correspondant. En même temps que le poilu combattait dans la tranchée, l'ouvrier travaillait dans l'usine, la femme travaillait aux champs; il n'y avait pas une force de la France qui ne fût employée. Avons-nous trouvé ailleurs toute la coordination nécessaire? Cette communication entre alliés — et je rends ici l'hommage que nous devons à nos héros alliés, à ces peuples qui se sont levés en même temps que nous pour la défense de la civilisation? Cette coordination, qui est l'affaire des gouvernants, a-t-elle été réalisée aussi totalement et aussi méthodiquement que nous aurions pu le désirer?

Voilà, monsieur le président du conseil, les cinq questions que je crois devoir vous poser.

Si votre Gouvernement a la conscience d'avoir répondu par avance à ces questions, s'il a la conscience d'avoir fait tout ce qui est nécessaire pour y répondre, eh bien! vous viendrez le dire à cette tribune.

Pour moi, et je crois être, en cette circonstance, l'interprète de beaucoup de mes concitoyens, pour moi, je n'ai pas la conviction que l'effort nécessaire ait été accompli sur les cinq problèmes essentiels que je viens de rappeler.

Oui, vous nous avez fait des promesses, au dernier comité secret, vous nous avez promis, dans une formule brillante de théâtre classique, d'organiser l'unité d'action sur l'unité de front. (*Sourires.*)

C'était une belle formule de théâtre, mais qui, pour passer dans la réalité sanglante de la guerre, demandait une organisation correspondante.

L'unité d'action sur l'unité de front, où l'avons-nous vue? Est-ce en Roumanie? Est-ce à l'heure de l'occupation de Bucarest? Est-ce à Salonique? Est-ce maintenant à Athènes?

Voilà où ont abouti vos promesses!

Vous nous aviez promis aussi, au dernier comité secret, une réorganisation du haut commandement. Elle nous a été promise en juillet, à la suite d'un long débat sur les opérations de Verdun; nous voici en décembre, on a annoncé, dans une autre Assemblée cette réorganisation, mais nous ne la connaissons pas. Nous ne connaissons qu'un système d'organisation qui tend à créer une hyperbureaucratie au-dessus de la bureaucratie déjà existante. Mais, parmi ceux qui veulent l'action de guerre proprement dite, qui pourra penser que le fait d'enlever l'autorité à un chef de guerre, puis de le placer comme conseil technique dans un comité de guerre, à côté du ministre de la guerre, son propre chef, puisse accélérer l'action de la guerre et donner à notre commandement la largeur, l'unité de vues et l'unité de commandement qui sont nécessaires pour la conduite des opérations militaires?

Vous nous aviez promis aussi de supprimer entre la zone de l'intérieur et la zone des armées toutes ces barrières qui ont fait les deux Frances dont je parlais tout à l'heure. Où en sont ces promesses?

La zone des armées est toujours à la même place, elle n'a pas sensiblement changé, et nous avons pu voir, par la crise récente des transports et par la crise des charbons, qu'il y avait bien deux Frances dans la France et qu'entre elles n'était pas garantie cette unité qui, seule, pourra assurer au pays ses ravitaillements en même temps qu'à l'armée.

Nous en arrivons alors à nous demander quelles sanctions ont été prises contre les agents du pouvoir, si haut et si bas placés soient-ils, qui ont paralysé ou retardé nos actions de guerre; quelles sanctions ont été prises contre les incapables; quelles sanctions ont été prises contre les embusqués, de quelque origine qu'ils fussent, et contre les embusqueurs, à quelque catégorie qu'ils appartenissent. (*Très bien!*)

Des sanctions? Nous n'en connaissons pas. Lorsqu'un haut fonctionnaire s'est rendu coupable d'imprévoyance ou d'inertie, que voyons-nous? En général, on lui met une cravate de commandeur au cou, ou bien on l'envoie en mission à l'étranger. Mais, dans aucun cas, nous n'assistons à ces actes virils, énergiques, qui donneraient à l'administration française tout entière la sensation qu'elle ne doit pas être installée dans la guerre. (*Très bien! très bien!*)

Les sanctions, nous ne les avons vu prendre en aucune circonstance; et, si M. le président du conseil veut bien m'indiquer, soit à propos des agents de notre diplomatie, soit à propos des généraux qui n'ont pas réussi par leur faute, soit à propos des fonctionnaires civils qui ont paralysé notre production nationale, le châtement qui a pu

être infligé aux troupes dans les tranchées, je suis prêt à reconnaître que quelque chose aura été fait. (*Applaudissements.*)

Evidemment, les esprits optimistes, ceux qui se contentent facilement de l'apparence des choses, pourront trouver dans nos paroles quelque âpreté et quelque amertume. (*Dénégations sur divers bancs.*)

Croyez-moi, mes chers collègues, c'est avec une profonde tristesse, c'est avec un sentiment d'amertume, en effet, que je me sens obligé de dire ces choses à la tribune. Mais il y a une heure où la vérité est plus reconfortante et plus virile pour la nation que toutes les potions d'optimisme dont on essaie de chloroformer son action.

M. Empereur. Il s'agit du salut du pays!

M. Henry Bérenger. Comme vous le dites, monsieur Empereur, oui, il s'agit du salut du pays.

M. Empereur. Et le salut du pays est au-dessus de toute considération de personnes.

M. Henry Bérenger. Nous sommes responsables du salut du pays, autant que le Gouvernement lui-même. Ce n'est pas le Gouvernement seul qui serait mis en accusation le jour où, après tant d'héroïques sacrifices, le pays sentirait que les méthodes gouvernementales et l'effort des administrations n'ont pas correspondu à ses efforts et à ses sacrifices.

Nous avons donc le devoir de venir vous dire ici, en face du pays, ce que nous désirons de vous, ce que nous vous demandons et même ce que nous vous reprochons.

Ce que nous avons désiré de vous, nous vous l'avons dit au dernier comité secret. Nous avons fait, à cette heure-là, un pacte de confiance avec vous. Ce que nous vous demandons, ce que je vous demande, c'est pourquoi toutes les mesures que j'ai indiquées n'ont pas été prises, pourquoi les sanctions non plus n'ont pas été prises contre tous les agents défailants de nos administrations.

Et maintenant, ce que nous vous reprochons, c'est de n'avoir pas la mentalité de guerre qui conviendrait à l'instant présent.

Nous pensons que la guerre doit être moins parlée que vécue et qu'agie, et que, à l'heure actuelle, il ne suffit pas simplement de l'imagination des choses pour les réaliser, mais qu'il faut la connaissance et l'audace des choses. Nous voulons un Gouvernement de guerre, qui fasse la guerre; nous voulons un Gouvernement de guerre, qui sache la guerre, qui en connaisse les profondeurs. Nous voulons un Gouvernement qui ose la guerre. Nous voulons la concentration des pouvoirs civils et des pouvoirs militaires, qui, d'accord avec les grandes commissions parlementaires, assureraient l'audace, la connaissance et la volonté de la guerre.

Nous sommes nombreux ici qui craignons que les admirables, les magnifiques qualités oratoires dont vous disposez, monsieur le président du conseil, et aussi ce merveilleux génie de ce que nous appelions, pour vous, en temps de paix, le génie de la traction, ne correspondent pas à la volonté, à l'audace du chef de guerre, qui doit fatalement risquer sa propre destinée et sa propre existence pour son pays sur la carte de l'Europe.

Nous sommes à un moment où il faut que chacun, parmi nous, sache prendre toutes ses responsabilités. La guerre n'est pas un jeu de la paix, elle ne peut pas être traitée avec la procédure de la paix. Le Gouvernement qui fait la guerre doit avoir le même sens de la bataille, le même sens du risque que le général qui conduit la guerre dans les tranchées et sur les champs de bataille.

Ce n'est pas par les procédures et les aménagements du temps de paix, par des tractations de toutes sortes, ce n'est pas par les camaraderies dissolvantes que nous pourrions arriver à réaliser ce Gouvernement de guerre; c'est, au contraire, par l'union et par la volonté virile des hommes qui seront décidés à engager la France jusqu'à la victoire. (*Très bien!*)

Etes-vous ce Gouvernement de guerre? Qu'avez-vous fait de la confiance que le Sénat vous avait donnée? Qu'avez-vous fait de la guerre que nous vous avions confiée? Etes-vous ce Gouvernement qui sera prêt à accélérer la fabrication des armements, qui sera prêt à repousser le front jusqu'à la frontière? Avez-vous pris les dispositions nécessaires pour obtenir ces deux résultats?

Laissez-moi vous dire, en ce qui me concerne, que, malgré mes amitiés personnelles, votre passé de guerre d'hier ne me répond pas de votre avenir de demain, au point de vue de cette conduite énergique et absolue de la guerre que je demande.

M. Gaudin de Villaine. Vous avez des remplaçants! (*Vives réclamations sur divers bancs.*)

M. Debierre. Ne répondez pas!

M. Gaudin de Villaine. C'est plus simple de ne pas répondre!

M. Henry Bérenger. Je ne répondrai pas à mon ami M. Gaudin de Villaine, qui me dit: « Vous avez des remplaçants? »

En vérité, messieurs, est-ce qu'une pensée pareille a pu entrer dans un esprit, a-t-elle pu pénétrer dans une Assemblée comme la nôtre, qui, d'ordinaire, poursuit ses travaux dans le secret des commissions? Est-ce qu'il y a ici un homme qui, dans le péril de la guerre et dans l'effroyable gravité des circonstances, pourrait songer, sans un tremblement d'effroi intérieur et de terrible angoisse, à prendre la direction du pouvoir?

M. Gaudin de Villaine. Si vous renversez le ministère, il faudra bien le remplacer?

M. Henry Bérenger. Il était fatal que cette interruption fût lancée au cours de ce débat.

Je ne m'en plains point: je connais trop les sentiments d'amitié personnelle de M. Gaudin de Villaine pour penser qu'il a voulu me blesser.

M. Gaudin de Villaine. Vous avez raison, mon cher collègue.

M. Henry Bérenger. D'autre part, il était nécessaire que, sur ce point, une réponse fût faite.

Nous vous demandons, avec un grand nombre de nos concitoyens, vous le savez, monsieur le président du conseil — et c'est ce qui fait, à l'heure actuelle, en dehors même de l'enceinte des Assemblées, les préoccupations nationales — nous vous demandons: « Etes-vous le Gouvernement de la guerre? Etes-vous décidé à réaliser les fabrications intégrales des armements? Etes-vous décidé à coordonner plus efficacement l'action de vos diplomaties? Etes-vous décidé à la coordination des effectifs et des efforts interalliés? Si vous êtes ce Gouvernement, il faut que nous le sachions. »

Pour ma part, je n'ai pas l'impression que ce Gouvernement nouvellement formé soit autre chose que le Gouvernement d'hier; et, comme je ne pouvais plus accorder ma confiance à ce Gouvernement d'hier, je ne l'accorderai pas non plus au Gouvernement de demain. (*Applaudissements sur divers bancs à gauche.*)

M. Aristide Briand, président du conseil, ministre des affaires étrangères. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le président du conseil.

M. le président du conseil. Messieurs, j'ai écouté avec une grande attention le discours très courtois que vient de prononcer M. Bérenger. Mais que l'honorable sénateur me pardonne de le lui dire, il me semble, après l'avoir entendu, que je serais presque dispensé de répondre. (*Sourires.*)

Dans ce discours, messieurs, était marquée très nettement, enveloppée d'une certaine amertume, une tendance d'esprit qui, je le reconnais avec chagrin, n'est pas favorable à mon Gouvernement. (*Nouveaux sourires.*)

Mais une tendance d'esprit, monsieur Bérenger, dans une heure aussi grave que celle que nous traversons, ce n'est peut-être pas assez pour faire surgir au service de la patrie ce que vous appelez un Gouvernement de guerre.

Il faut autre chose. Il faut démontrer à la tribune, non pas seulement que, dans une guerre aussi effroyable que celle-ci, les pays qui y sont engagés passent successivement par des périodes d'espérance et des périodes d'inquiétude, mais encore qu'il dépend du Gouvernement que les événements prennent un autre tour. (*Très bien!*)

Il faut aussi que le Parlement, se plaçant en face de ses responsabilités propres, se rende bien compte que, quels que soient les hommes qu'il mettra au pouvoir — et, pour ma part, je suis tout prêt à céder mon poste à d'autres qui seraient plus heureux ou mieux inspirés — il importe qu'on leur permette de porter la responsabilité qui pèse sur eux avec toute la liberté d'esprit nécessaire. (*Applaudissements.*)

Il faut qu'ils sentent autour d'eux une confiance, pour ainsi dire, de tous les instants. Il faut que, lorsque, dans une telle coalition, ils ont à régler leur action avec celle d'autres grands pays, et qu'ils prennent la parole au nom de la France, on ne les sente pas sous les assauts, qu'on ne les aperçoive pas aux prises avec des interpellations pendant dix jours, quinze jours, tantôt dans une Chambre, tantôt dans une autre. (*Applaudissements sur divers bancs.*) Il faut qu'on puisse se dire qu'ils sont vraiment, dans une lutte comme celle-ci, les représentants du pays autour desquels le Parlement tout entier est étroitement groupé.

Voilà, monsieur Bérenger, les conditions essentielles pour qu'un Gouvernement, quel qu'il soit, soit à même d'accomplir sa tâche.

Alors je viens vous demander: « A quel Gouvernement auriez-vous pu vous adresser, qui fit à la collaboration du Parlement une confiance plus grande que celui-ci? S'est-il jamais refusé, qu'il ait été appelé devant la commission des affaires étrangères du Sénat ou devant celle des affaires extérieures de la Chambre, ou encore devant les commissions de l'armée de l'une et l'autre Assemblée, à consacrer de longues heures à donner des explications sur tous les points de sa politique extérieure et de sa politique de guerre? »

Pour ma part, je suis allé plus de quarante fois passer l'après-midi tout entier devant des commissions, déferant à toutes leurs demandes, discutant avec leurs membres sur tous les objets qu'il leur a plu de soumettre à leur contrôle.

Lorsque, après cette collaboration, qui ne fut pas inefficace — car je n'ai pas l'injustice de dire que les efforts des commissions parlementaires n'ont pas été utiles à l'action du Gouvernement — quand, après ce travail en commun, nous avons cru pouvoir de nouveau appliquer notre intelligence à tous les détails si complexes de notre lourde tâche, nous avons dû nous en détourner pour aller devant la Chambre, puis devant le Sénat en séance plénière et pour nous expli-

quer, pendant de longues séances de comité secret, sur tous les points de notre programme diplomatique et militaire.

Est-ce que nous nous sommes jamais dérobés à aucune de ces interrogations ?

Messieurs, lorsque nous sommes sortis, il y a cinq mois, du Sénat, nous avons obtenu de la quasi-unanimité de l'Assemblée le vote d'un ordre du jour par lequel, nous exprimant sa confiance, elle constatait tous les progrès que nos efforts avaient réalisés ; elle formulait le vœu que d'autres suivissent, mais elle rendait hommage à ce qui avait été déjà fait. Depuis, après dix jours de séances secrètes, au cours desquelles nous avons répondu, dans toute la mesure du possible, à toutes les questions qui nous ont été posées, la Chambre des députés, qui nous avait antérieurement donné sa confiance comme conclusion du premier comité secret, nous l'a renouvelée.

A peine étions nous libérés de ces longs débats, que nous avons été ressaisis par une interpellation publique, qui, d'ailleurs, a été close par un nouveau vote de confiance, et c'est après nous avoir conviés à toutes ces discussions que l'on nous dit : « Travaillez, soyez actifs ! Soyez énergiques ! Soyez un Gouvernement de guerre, prenez des résolutions de guerre, soyez, en quelque sorte — car il n'en saurait être autrement en temps de guerre — un Gouvernement dictatorial dans les limites de la Constitution. »

Il y a, en effet, des mesures qu'il faut prendre tout de suite, dès que l'opportunité s'en révèle. Mais, forcément, les procédés de délibération des Assemblées appelées à voter les lois, sont lents et compliqués ; ils risquent parfois de ne pas aboutir, en temps voulu, au résultat indispensable. Aussi, pour régler avec toute la rapidité nécessaire certaines matières qui touchent à la défense nationale, avons-nous réclamé l'autorisation de procéder par décrets.

Or, voyez les obstacles que nous rencontrons pour obtenir les pouvoirs dont nous avons besoin. L'on tente d'ameuter contre nous l'opinion publique en criant à la dictature !

Messieurs, j'ai le droit, puisqu'on m'interpelle, de dire en toute conscience à ceux qui m'écoutent, — et j'ai pour leur esprit, pour leur caractère la plus grande déférence — que, dans cette rencontre entre le Sénat et le Gouvernement, il leur incombe de peser soigneusement le pour et le contre des choses et de ne se déterminer qu'en toute connaissance de cause, car, dans ces débats, ce qui est en cause, ce ne sont pas nos petites personnalités (*Très bien !*), c'est la grande personnalité de la France. C'est à elle seule que nous devons songer, lorsque nous avons à résoudre des problèmes comme celui-ci.

Une fois de plus, mes collaborateurs du Gouvernement et moi, nous venons nous livrer à toutes les critiques ; mais quand nous aurons discuté librement, quand vous nous aurez posé toutes les questions, quand vous ne vous serez pas contentés des bruits qu'on fait circuler, qui traversent en bourrasque les couloirs, qui troublent les esprits, qui créent la méfiance envers le Gouvernement, quand, ayant dégagé la vérité de l'étude attentive des faits, vous la connaîtrez tout entière, cette fois, si vous n'êtes pas satisfaits du Gouvernement, dites-le lui. (*Très bien ! et vifs applaudissements sur divers bancs.*) Mais qu'il ne sorte pas de cette discussion affaibli et dans une impossibilité quasi physique d'accomplir sa mission.

Oui, j'ai le droit de tenir ce langage. Je dis qu'il n'y a jamais eu, à aucune époque et dans aucun pays du monde un Gouvernement ayant à faire face à une tâche aussi terrible, sur lequel aient pesé tant de difficultés, qui ait été gêné dans son travail comme l'a été celui-ci.

Il n'est pas un homme sincère, loyal, examinant les choses en dehors de tout parti-pris, qui ne soit disposé à dire : « Eh bien ! oui, que l'on appelle un autre Gouvernement sur ces bancs et qu'au moins, celui-là, on le laisse travailler ! »

Voilà tout ce que je demande.

Je dis à M. Bérenger : « Que nous reprochez-vous ? » Vous vous écriez : « Il y a cinq mois, nous vous avons donné avec notre confiance le pouvoir de vivre, nous espérions que vous seriez un Gouvernement de guerre et que vous rejetteriez l'ennemi à la frontière. »

Voyons, messieurs, est-ce ainsi que le problème se pose ?

Oui, l'ennemi est encore en France ; oui, il a remporté, sur d'autres théâtres d'opérations, des succès. C'est entendu : je veux bien convenir avec l'honorable interpellateur, que nous sommes à une heure inquiétante. Mais notre pays a traversé d'autres heures plus critiques, monsieur Bérenger ! Notre pays — n'oubliez pas les débats du dernier comité secret — s'est trouvé, cette année même, en proie à de terribles angoisses. Rappelez-vous la ruée allemande sur Verdun.

M. Murat. Sur Verdun non préparé à l'attaque allemande !

M. le président du conseil. Rappelez-vous cet assaut brutal et sanglant. Rappelez-vous les craintes qui avaient envahi nos esprits et maintenant, après dix mois de lutte, c'est tout de même une joie française de constater que c'est sur nos drapeaux qu'est inscrite une victoire éclatante. (*Vifs applaudissements.*)

Nous n'avons pas passé, je le reconnais, mais, si vous voulez considérer dans leur ensemble les batailles qui se livrent cette année, les conditions dans lesquelles elles se déroulent, les résultats qu'elles donnent, si vous établissez une comparaison avec les années précédentes, seulement avec l'année dernière, vous constaterez tout un progrès au bénéfice de nos armées. Rendez-vous donc compte que cette guerre n'est pas semblable à celles qui l'ont précédée. Elle met aux prises des nations entières qui s'affrontent dans leurs masses.

Les armées se sont heurtées à des densités trop épaisses pour pouvoir passer. Si, l'année dernière, nous avions pu crever un point du front allemand, nous aurions trouvé derrière lui des accumulations de forces ennemies qui nous auraient empêchés d'aller plus avant. Mais l'Allemagne elle-même passe-t-elle sur le front français ? (*Très bien ! et applaudissements.*) A-t-elle passé sur l'Yser ? A-t-elle passé à Verdun ?

M. Debierre. Elle est à Bucarest !

M. le président du conseil. Je ne crois pas qu'il soit pénible pour vos oreilles de m'entendre tirer des événements ce qu'ils peuvent contenir de rassurant. (*Très bien ! très bien ! sur divers bancs.*)

Vous parlez de Bucarest. Oui, les alliés ont subi là un échec ; mais que l'honorable M. Debierre me permette de lui faire remarquer que ce n'est pas encore la fin de la lutte sur ce théâtre d'opérations.

M. Debierre. Je l'espère bien !

M. le président du conseil. C'est, pour le moment, un succès incontestable de nos ennemis ; mais il ne doit pas nous déconcerter.

Nous savons bien que les armées allemandes sont redoutables : nous n'avons jamais dit le contraire. Nous avons, en toutes circonstances, tenu à faire connaître au pays qu'il aurait des heures difficiles à passer, et que ce serait vouloir le faire se

leurrer d'illusions, que de lui laisser espérer je ne sais quelle victoire messianique.

Non, la victoire ne peut arriver que logiquement à l'heure où elle aura été rendue possible par une longue suite de persévérants efforts.

Messieurs, j'ai le droit d'affirmer que, malgré les succès apparents de l'Allemagne, nulle part encore, bien qu'elle ait été, à certaines heures, d'une puissance en effectifs et en matériel incomparablement supérieure à celle de ses adversaires, nulle part elle n'a pas remporté la victoire décisive sur laquelle elle comptait ; dès lors qu'elle ne l'a pas obtenue au début, elle ne doit plus l'obtenir à la fin. (*Applaudissements unanimes.*)

Quand l'Allemagne s'est précipitée, après quarante années de préparation systématique (*Applaudissements*), à travers la Belgique violée et sanglante, sur la France, que sa vague est venue jusqu'aux portes de Paris, oui, à ce moment-là, on pouvait croire qu'elle triomphait ; elle avait le droit de l'espérer. Mais, depuis que le soldat français a opposé sa digue, depuis que l'armée allemande a dû s'arrêter sur l'Yser et renoncer à franchir les lignes françaises, à partir de cet instant, elle était fatalement et elle est encore maintenant fatalement vouée à la défaite finale. (*Vifs applaudissements.*)

Alors, la France était presque isolée, et dans son organisation militaire, et dans son outillage. Depuis, ses alliés n'ont fait que développer et perfectionner la puissance de leurs armes.

M. Bérenger nous demande : « Qu'avez-vous fait au point de vue de la coordination des efforts des alliés ? Vous nous avez apporté une formule de théâtre : l'unité d'action sur l'unité de front. »

Mais, monsieur Bérenger, je ne connais pas de formule qui ne puisse devenir de théâtre, quand on veut bien ironiser sur elle !

Messieurs, l'on ne saurait exprimer une pensée, à moins de l'envelopper dans des mots. Dans la circonstance, c'est ce que j'ai fait. (*Très bien !*)

Nous avons tendu à réaliser le maximum d'action commune. Mais je m'adresse à des hommes dont l'intelligence avertie se rend bien compte que, dans une coalition qui réunit dans le même effort, séparées qu'elles sont par tant de lieux, séparées aussi, à certains égards, par leurs traditions, leurs mœurs, leurs aspirations, quatre grandes nations comme l'Italie, comme l'Angleterre, comme la Russie, comme la France, le principe de l'unité d'action sur l'unité de front ne peut pas se traduire par la conception simpliste d'un homme qui, comme chef d'un Gouvernement de guerre, donne quelque part, du fond de son cabinet, des ordres, et se fait obéir dans la même minute et dans les mêmes conditions sur tous les fronts ! Est-il possible de pousser l'unité à ce point ?

Alors, messieurs, examinons donc raisonnablement les choses telles qu'elles sont. Les alliés n'ont-ils pas coopéré de tous leurs moyens à l'œuvre commune ?

Que voyons-nous ? La France résistante à la ruée de l'Allemagne, permettant à ses alliés de réaliser le degré d'organisation nécessaire pour apporter leur concours ; la Russie s'outillant chaque jour de plus en plus, puisant dans ses immenses réservoirs d'hommes, et finalement tenant les Allemands sur une ligne de front considérable qui absorbe des quantités considérables d'effectifs (*Très bien !*) ; et puis l'Angleterre, constituant, improvisant, en temps de guerre, ce qui est une chose admirable, tout une armée ; l'Angleterre qui, d'après nos accords, devait nous donner cent mille hommes, cent vingt mille, cent cinquante mille hommes tout au plus, et qui en a mis

plus de quinze cent mille à notre disposition (*Vifs applaudissements*); l'Angleterre s'armant et s'organisant sans relâche; l'Italie déployant toutes ses énergies nationales sans se laisser rebuter par les difficultés à travers lesquelles elle poursuit cette guerre.

Tous les pays connaissent de tels embarras. Est-il possible d'être engagé depuis tant de mois dans une guerre aussi redoutable, sans en ressentir de la gêne?

Messieurs, quels que soient les hommes qui siègent au Gouvernement, ils ne donneront pas au pays la vie facile du temps de paix; ils devront lui dire, s'ils sont sincères, qu'il est contraint de faire des sacrifices à l'œuvre de guerre, de subir des sujétions plus ou moins graves du fait de la guerre. Ce que peut faire seulement le Gouvernement, c'est de réduire ces inconvénients au minimum. C'est à quoi, soyez-en assurés, s'appliquera son action.

Après tout, notre situation est-elle actuellement telle qu'il faille éprouver de l'angoisse, douter de l'issue?

Oh! messieurs, c'est une chose terrible de penser qu'à la minute où nous sommes, qui est décisive — vous entendez bien? — il suffira d'un doute dans les esprits, d'un côté ou de l'autre, pour que la victoire aille ici ou là.

M. Henry Bérenger. Personne n'a jamais douté! Nous demandons que l'on aille jusqu'au bout, jusqu'à la victoire.

M. le président du conseil. Alors, messieurs, jetez donc, sur l'année qui vient de s'écouler, un rapide regard: que constatez-vous?

Elle a débuté, comme je l'indiquais tout à l'heure, par cet assaut, que l'Allemagne avait considéré comme devant être irrésistible, sur Verdun, qui avait été annoncé par elle partout, dans tous les pays neutres, et qui fut pour nous des plus périlleux. Messieurs, lorsque je suis venu devant vous, lors du premier comité secret, il est une question qui m'a été posée. On m'a dit: « N'allons-nous pas tenter avec nos alliés quelque opération qui dégagera Verdun? » Cette opération, elle a été tentée, et elle a produit son résultat: Verdun a été dégagé et sauvé.

Si la rencontre à laquelle je fais allusion n'a pas donné les grands résultats stratégiques auxquels, du reste, elle ne visait pas, elle a, du moins, prouvé glorieusement que nos soldats et ceux de l'Angleterre avaient désormais l'ascendant sur l'ennemi, puisque, pendant ces rudes journées, ils ont fait 90,000 prisonniers.

Cette entreprise, outre que, par une puissante diversion, elle a sauvé Verdun, a eu cet effet excellent de montrer au pays, à nos soldats, que l'heure approchait où un effort décisif procurerait enfin la libération du territoire avec la victoire finale. (*Applaudissements.*)

Mais, est-ce seulement sur notre front que s'est manifestée la coordination des efforts des alliés pendant cette année?

Verdun n'a pas été notre seul sujet d'angoisses; nous avons vu l'Italie attaquée à son tour avec une brutalité sauvage et fléchissant sous les premiers coups; grâce aux accords entre les états-majors, grâce à l'application de ce principe qu'on ridiculisait tout à l'heure, nous avons vu, bien qu'un peu anticipées, se déclencher les attaques des admirables Russes. Alors, à leur tour, les armées autrichiennes ont fléchi, laissant des prisonniers, par centaines de mille, aux mains des alliés, et l'Italie, dégagée, se redressant, revenant à la charge, prit Gorizia et reforma ses positions d'une façon victorieuse. (*Très bien!*)

Telles sont les fluctuations, les allées et venues de la bataille.

Le chef du Gouvernement qui a pris sa

large part dans la combinaison de ces efforts des alliés est-il véritablement l'homme d'imagination et de fantaisie qu'on semblait peindre tout à l'heure? S'il s'était senti porté ainsi vers l'imagination ou la fantaisie, monsieur Bérenger, il serait bien criminel de rester à la place qu'il occupe. Mais il a la conscience d'avoir appliqué, à la lourde tâche qui lui incombait, le meilleur de son esprit, d'y avoir employé toute sa volonté, à laquelle certains affectent de ne pas croire. (*Très bien! très bien!*)

Il y a diverses formes de volonté, messieurs: il en est qui se manifestent d'une certaine manière plus ou moins visible; il y en a d'autres qui, pour se passer en dedans, n'en décèlent pas moins d'énergie. Si je m'étais senti incapable de l'effort qui était indispensable pour faire face aux événements, je serais parti.

Mais il y a un reproche que vous seriez fondés à me faire; vous pourriez dire au Gouvernement: « Vous avez essayé, vous avez réussi certaines opérations diplomatiques, mais vous avez tenté, sur un théâtre lointain, une entreprise qui n'a pas donné tout de suite les résultats que nous attendions. Eh bien, tant pis! Vous n'avez pas été heureux; or en temps de guerre, on n'a pas le droit d'être malheureux ». Je n'aurais qu'à accepter un pareil jugement.

Mais, messieurs, si cette appréciation est la vôtre, elle ne vous oblige pas, cependant, à être injustes. Si, vraiment, vous avez des griefs à faire valoir contre le Gouvernement, en temps de guerre et en présence des terribles responsabilités qui pèsent sur lui, il faut les formuler avec netteté, avec précision.

M. Murat. On le fera.

M. le président du conseil. Je vous en prie!

Plusieurs sénateurs. Nous demanderons que le Sénat se constitue en comité secret.

M. le président du conseil. En ce cas, je demanderai que, devant le comité secret, on apporte tout, et je répondrai avec autre chose qu'avec des mots... (*Vive approbation.*)

M. Murat. A la bonne heure!

M. le président du conseil. ...je répondrai avec des pièces! (*Vifs applaudissements.*)

Au demeurant, monsieur Bérenger, je vous assure que je ne suis pas un homme qui fasse un usage immodéré de la parole, des discours. Ce n'est pas ma faute si je suis si souvent à la tribune; c'est parce qu'on m'oblige à y monter. Dès le début de cette guerre, j'aurais pu faire ce qu'auraient peut-être tenté certains à ma place; j'aurais pu parcourir le pays et prononcer des harangues! Je ne l'ai pas fait.

Le pays avait une trop belle attitude; il était trop solide, trop confiant, son moral était trop élevé pour qu'il fût nécessaire de lui mettre dans les oreilles des paroles plus ou moins éloquentes destinées à lui donner du cœur pendant ces jours de cruelles épreuves. (*Nouveaux applaudissements.*) Ce n'est pas par des paroles qu'un Gouvernement doit gouverner pendant la guerre, c'est par des actes.

Quand il plaira aux auteurs des interpellations, annoncées de dire au Gouvernement: « Nous entendons vous prendre à partie sur tels faits », le Gouvernement répondra: il est à la disposition du Sénat. (*Applaudissements vifs et prolongés.*)

M. Henry Bérenger. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Bérenger.

M. Henry Bérenger. Messieurs, je n'aurai

qu'une très brève réponse à faire à M. le président du conseil.

Je n'ai apporté à la tribune que ce que j'ai cru devoir y apporter; mais les cinq questions que j'ai posées à M. le président du conseil étaient suffisantes pour permettre une réponse publique.

Nous avons entendu une très belle réponse oratoire, faite avec le magnifique talent de l'homme qui était, avant moi, à cette tribune; mais, sur les cinq questions que je lui ai posées:

1° Pourquoi les efforts de nos armées et les sacrifices de la nation n'ont-ils pas abouti à autre chose qu'au sublime et magnifique arrêt du début?

2° Pourquoi en Orient, à Gallipoli, aux Dardanelles, à Salonique, à Athènes, notre diplomatie et nos armées n'ont-elles pas abouti à autre chose que ce que nous constatons?

M. Léon Barbier. On ne peut pas vous le dire en séance publique!

M. Henry Bérenger. C'est précisément parce que je le pensais que j'ai posé mes questions et que je ne les ai pas développées; je me garderais bien de le faire, quelles que soient les invitations faites par le Gouvernement, mais je tiens à ce que le pays les connaisse. (*Mouvements divers.*)

Un sénateur, à droite. Le pays a le droit de tout savoir!

M. Henry Bérenger. Je le répète: Pourquoi le grand arrêt n'a-t-il pas abouti à ramener le front à la frontière?

Deuxième question: Pourquoi les efforts de notre armée et de notre diplomatie en Orient n'ont-ils abouti qu'aux résultats connus de vous?

Troisième question: Pourquoi l'unité économique de l'avant et de l'arrière n'a-t-elle pas été réalisée?

Quatrième question: Pourquoi la production nationale des matières premières et des forces motrices qui était indispensable à celle des canons, des obus et de tout le matériel de guerre, n'a-t-elle pas été organisée, dès le début, dans notre pays?

Cinquième et dernière question: Pourquoi n'avons-nous pas abouti à toute la coordination des effectifs et des armements interalliés que nous pouvions espérer de la part des Gouvernements de l'Entente?

Je crois avoir gardé, en posant ces questions, toute la mesure nécessaire, et je ne pense pas avoir prononcé une parole susceptible de porter atteinte au moral du pays.

Quant à l'hommage rendu par le chef du Gouvernement à l'effort des nations alliées, je m'y suis associé tant de fois dans la presse et dans les commissions parlementaires, que je puis bien le confirmer ici une fois de plus. Nul plus que moi n'admire la noble générosité avec laquelle l'Angleterre est venue au secours des victimes de l'agression; j'admire le geste réfléchi de l'Italie et de toutes les nations, grandes et petites, qui se sont levées avec nous pour la défense du droit et de la liberté dans le monde.

J'espérais que les réponses fournies à nos questions me satisferaient. Or, jusqu'ici, je dois le dire, il n'en a pas été ainsi.

M. Charles Riou. Demandez-vous le comité secret?

M. Henry Bérenger. C'est au Gouvernement à le demander, si ses réponses ne peuvent pas être publiques.

D'autre part, j'ai demandé quelles étaient les sanctions prises contre les agents du pouvoir qui avaient été défallants. Aucune réponse ne m'a été fournie à ce sujet.

J'ai demandé quelles mesures le Gouvernement prenait pour réparer les cinq

ordres de fautes que j'avais signalées. Aucune réponse ne m'a été faite.

J'ai donc bien le droit de dire à M. le président du conseil : « Je crois, moi aussi, à la terrible gravité de la tournure que prennent les événements actuels de la guerre. Le sang français coule de tous les côtés, et c'est pour cela, précisément, que nous avons voulu avoir autre chose que des justifications d'ensemble. Nous voulons, oui, pour ma part, je le désire et je le veux, que le Gouvernement nous réponde, qu'il nous dise quelles sanctions il a prises contre les incapables et contre les défaillants, quelles sont les mesures qu'il va prendre pour réparer les fautes que j'ai signalées tout à l'heure. » (Applaudissements.)

M. Tournon. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Tournon.

M. Tournon. Messieurs, au cours des interpellations qui vont succéder à celle de l'honorable M. Bérenger, nous allons, très certainement, aborder ce que vous me permettez d'appeler des points de détail, mais, avant qu'il puisse être question de comité secret, permettez-moi de rappeler au Sénat qu'il y a une question qui domine toutes les autres. Ah ! celle-là n'a pas été posée par un Français ! Elle a été lancée à travers le monde comme une bouffée de gaz délétères, à la face de la France et de ses alliés, par l'ennemi lui-même. (Vifs applaudissements.)

Il est nécessaire, messieurs, que le Gouvernement, cette fois, au nom de la France tout entière, groupée, serrée derrière lui, réponde à ce défi. (Nouveaux applaudissements.) Je le demande, non pas seulement comme sénateur français, mais, en particulier comme représentant de ceux qui souffrent, comme représentant des régions envahies. (Vifs applaudissements.)

Il y a quelques jours à peine, je recevais dans mon cabinet des rapatriés des départements envahis. Je fus ému jusqu'au fond de mon âme par les paroles qu'ils prononcèrent : « Ah ! sachez bien, me disaient-ils, répétez-le, dites-le bien à tous vos collègues, dites-le à la France entière : dans les pays envahis, personne ne demande la paix, personne ne pense à la paix. » (Applaudissements prolongés.)

Messieurs, ces échos des pays où l'on souffre me viennent chaque fois qu'un évacué rentre parmi nous. Il n'est pas possible que le pays n'entende pas aujourd'hui la réponse au défi qui a été porté à la mémoire de nos morts et à ceux qui souffrent stoïquement pour la France. (Acclamations prolongées. — Les membres de la Haute Assemblée se lèvent et applaudissent leur collègue.)

M. le président du conseil. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le président du conseil.

Plusieurs sénateurs. Il n'est que temps !

M. Vidal de Saint-Urbain. C'est toujours la même faiblesse.

M. le président du conseil. Messieurs, je remercie l'honorable M. Tournon de m'avoir appelé à la tribune. Mais je ferai remarquer à l'honorable sénateur que, dès la première minute, avant même que l'événement fût officiel, sur la simple indication de radiotélégrammes d'informations, j'ai tenu, au nom du Gouvernement français, du haut de la tribune de la Chambre des députés, à faire connaître notre opinion sur ce qui nous est immédiatement apparu et sur ce que nous persistons à considérer comme une grossière manœuvre.

Ce que j'ai dit correspondait au sentiment

de tous les alliés. Depuis, en Italie, en Russie, de fortes paroles ont été prononcées pour faire savoir à qui de droit que les pays alliés n'étaient pas dupes. De semblables paroles seront portées aujourd'hui même à la tribune, en Angleterre. (Très bien ! très bien ! et applaudissements.)

Demain, une réponse concertée entre les puissances alliées sera faite aux empires centraux. Elle indiquera, d'une manière très nette et très catégorique, qu'il est impossible de prendre les prétendues propositions des empires au sérieux. (Très bien ! très bien ! et nouveaux applaudissements.)

Messieurs, l'honorable M. Tournon a dit quel sentiment elles avaient suscité dans les pays envahis, dont l'âme est si admirable à travers toutes les épreuves que traversent nos malheureux concitoyens.

Je me permettrai d'insister sur le véritable caractère du discours de M. de Bethmann-Hollweg et de la note qui s'en est suivie. Je peux le faire en rattachant mes paroles à celles que j'ai prononcées, il y a un instant, pour affirmer ma confiance, en réponse à l'honorable M. Bérenger.

Si, dans le moment même où elle fait appel à toutes les dernières réserves de sa population, où, violant le droit des gens, elle enlève les populations de Belgique et de Pologne, des territoires envahis de France, pour les obliger à collaborer à une œuvre de guerre, si, au lendemain de succès en Orient, l'Allemagne avait en elle-même la certitude de la victoire, pensez-vous, messieurs, qu'elle eût jeté à travers l'espace de semblables propositions ? (Très bien ! très bien !)

C'est un piège qui nous est tendu, mais, en même temps, nous avons le droit d'y voir un indice d'inquiétude de la part du pays d'où elles émanent. (Très bien ! très bien !)

M. Debierre. Heureusement pour nous !

M. le président du conseil. L'Allemagne traverse, elle aussi, messieurs, des heures singulièrement difficiles ; et, dans son opinion, des fléchissements se sont marqués, qu'elle a voulu arrêter. Alors, elle a dit à travers le monde, se répétant pour la centième fois — c'est le cri du remords persistant — : « Cette guerre, ce n'est pas nous qui l'avons voulue ! (Vives exclamations) nous étions un peuple paisible, qui ne demandait qu'à prospérer en paix... »

M. d'Aunay. Un peuple de proie !

M. le président du conseil. « ... on a voulu attenter à notre existence, à notre liberté, nous avons subi la guerre ! »

Messieurs, à cette affirmation audacieuse, la réponse est trop facile. Elle a été faite maintes et maintes fois. Il n'est plus à démontrer aujourd'hui à personne que, jusqu'à la dernière minute, les pays alliés se sont efforcés de maintenir la paix ; même à la dernière seconde, quand il pouvait y avoir des inconvénients pour leur sécurité, c'est encore vers des possibilités d'arbitrage que leurs regards se tournaient.

Mais la guerre était décidée. Depuis quarante ans, moralement et matériellement, elle était dans le sang du peuple allemand ; il s'y est jeté avec une brutalité sauvage, poussé par la certitude de vaincre.

Il faut se rappeler, messieurs, pour les opposer à celles d'hier, les premières déclarations que, dans l'ivresse de l'orgueil s'appropriant à triompher, énonçait le même chancelier : « Oui, avouait-il, nous avions signé, garanti de notre honneur la neutralité du Luxembourg et de la Belgique, mais il y a des heures où de grandes nations comme la nôtre, qui veulent s'étendre et dominer, peuvent négliger les signatures, même celles qui engagent l'honneur, et les traiter comme des chiffons de papier. »

Messieurs, ces paroles-là, on aura beau essayer de les recouvrir par d'autres paroles pour les faire disparaître, elles sont comme certaines couleurs persistantes qui remontent à travers la couche des autres couleurs sous lesquelles on veut les dissimuler. (Très bien ! très bien !)

Nous dressant devant l'Allemagne, nous lui disons :

« C'est vous qui avez voulu la guerre, c'est vous qui en porterez la responsabilité devant l'humanité pendant les siècles à venir. Quand vous vous tournez vers le monde et que vous lui dites : Nous sommes victorieux et nous proposons la paix, là encore, vous ne dites pas la vérité. D'abord, vous n'êtes pas victorieux. Si, avec votre caractère, avec votre âme de conquête et d'oppression, si après les actes terribles d'intimidation que vous avez commis, vous sentiez en vous la victoire certaine, vous l'imposeriez à l'univers par la force. » (Très bien ! très bien ! — Vifs applaudissements.) Ce cri de paix, c'est un cri de faiblesse (Très bien ! très bien !), c'est aussi un acte de ruse. (Très bien ! très bien !)

M. Debierre. Surtout un acte de ruse.

M. le président du conseil. Un discours de plus a été prononcé par M. de Bethmann-Hollweg. On y chercherait vainement quoi que ce soit précis.

Le chancelier allemand invite les pays neutres à nous transmettre une proposition tendant à parler de paix : qui ne voit, que dans les circonstances où cette proposition surgit, dans les conditions où elle est formulée, alors que la Belgique, la Serbie et la Roumanie sont envahies et que dix de nos départements sont également la proie de l'invasion, c'est encore un acte de guerre, dirigé contre les alliés ?

La note allemande a désormais une existence officielle ; elle a été remise aux alliés par les Etats neutres chargés, auprès d'eux, de la protection des intérêts des sujets de nos ennemis.

C'est ainsi que l'ambassade des Etats-Unis, qui a la charge des intérêts allemands en France, nous l'a faite parvenir hier sans que, de ce fait, il y ait eu intervention du gouvernement de la grande république américaine.

Nous sommes donc saisis, messieurs, de cette pièce ; nous y répondrons.

Nous nous concerterons à cet effet entre alliés, mais, d'ores et déjà, nous sommes bien résolus à opposer d'accord à cette manœuvre la seule réponse qu'elle comporte.

Au surplus, messieurs, voyez combien est admirable notre pays : même dans les heures difficiles qu'il traverse, même avec les raisons de tristesse et de deuil qui sont sur lui, une telle parole ne l'a pas troublé.

Il l'a reçue comme un défi, et, quand il a appris par les communiqués que devant Verdun nos vaillants soldats avaient continué à reprendre le terrain conquis par les Allemands, faisant 11,500 prisonniers, s'emparant de 115 canons, remportant une nouvelle victoire éclatante, ce fut dans toute la France un frémissement de joie et de confiance, et chacun a dit : Voilà la meilleure réponse à la note allemande ! (Applaudissements sur un grand nombre de bancs.)

Soyez certains que la réponse officielle, dont les termes seront arrêtés de concert entre les alliés, sera digne de notre pays. (Nouveaux applaudissements sur les mêmes bancs.)

M. Clemenceau. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Clemenceau.

M. Clemenceau. Au nom de l'unanimité des membres de la commission de l'armée, j'avais déposé une demande d'interpellation

qui était antérieure à celle de M. Henry Bérenger.

Je prétends que le règlement a été violé lorsque cette dernière interpellation a été fixée avant la nôtre. Je n'ai fait aucune observation, parce que c'est une question de procédure et que cela ne m'importait guère. Mais il est évident que le Sénat ne va pas aujourd'hui se prononcer sur les conclusions de notre collègue sans entendre les autres interpellateurs. (*Mouvements divers.*)

Il faut donc que les interpellations soient jointes. Permettez-moi de dire qu'elles l'ont été expressément par le Sénat. Cela a été décidé; j'en suis certain. Par conséquent, il faut que la séance suive son cours et que l'interpellation présentée par moi au nom des membres de la commission de l'armée soit dès maintenant discutée.

Mais, étant donné que nous voulons fournir les précisions demandées par M. le président du conseil, nous demandons le comité secret. (*Approbation sur tous les bancs.*)

M. Henry Bérenger. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Henry Bérenger.

M. Henry Bérenger. La déclaration qui vient d'être faite par l'honorable président de la commission de l'armée m'oblige à lui répondre quelques mots très brefs. (*Exclamations.*)

Si la priorité a été votée pour l'interpellation de la gauche démocratique, c'est que cette interpellation visait la politique générale du Gouvernement; mais il était bien entendu que les deux interpellations devaient être jointes, et, comme secrétaire de la commission de l'armée, je suis complètement d'accord avec son président pour demander cette jonction nécessaire.

M. le président. Je ne crois pas que, dans une précédente séance, le Sénat ait été appelé à se prononcer sur la jonction des interpellations inscrites à l'ordre du jour, ainsi qu'en témoigne le *Journal officiel*.

M. Clemenceau. Elle l'a été à la dernière séance, et il n'y a personne pour me contredire.

M. le président. Le Sénat a entendu la demande de M. Clemenceau tendant à la jonction de son interpellation à celle qui vient d'être développée.

Il n'y a pas d'observation?...
Je consulte le Sénat sur la jonction des deux interpellations.

(La jonction est ordonnée.)

M. le président. L'ordre du jour appelle la suite de la discussion des interpellations: de M. Henry Bérenger et plusieurs de ses collègues sur la politique militaire, diplomatique et économique du Gouvernement et sur les suites données par le président du conseil à l'ordre du jour par lequel le Sénat avait clos les débats du comité secret, et de M. Clemenceau et plusieurs de ses collègues (1) sur la situation des armements et des fabrications de l'artillerie, la production des matières premières et des forces motrices, le ravitaillement, et sur l'organisation et la conduite de la guerre.

J'ai reçu une demande de formation en comité secret, s'appliquant aux interpellations en cours et signée de: MM. Lintilhac,

(1) Cette interpellation est signée par MM. Clemenceau, Doumer, Charles Humbert, Vallé, Richard, Chabert, de Selves, Petitjean, Pichon, Cazeneuve, Cornet, Lourties, Henry Bérenger, Henry Chéron, Gavini, Milliès-Lacroix, Lebert, Cauvin, Chapuis, Bonnefoy-Sibour, Le Hérisse, Jeanneney, Debierre, Paul Strauss, Gervais, Amic, de La Batut Boudenoot, Gaston Menier, Couzy, Denoix et Poirson.

Murat, Sauvan, Decker-David, Henri Michel, Guingand, Gavini, Stéphane Pichon, Charles Chabert, Albert Peyronnet, Limouzain-Laplanche, Lucien Hubert, Gauthier, Rousé, Gravin, Ournac, Alexandre Bérard, Petitjean, Perès, Mascaraud, Goy et Laurent Thierry.

M. Gaudin de Villaine. Je fais des réserves sur la mienne.

M. le président. Votre interpellation, monsieur Gaudin de Villaine, n'a pas été jointe à celles qui sont en discussion actuellement. (*Adhésion.*)

Aux termes de l'article 45 du règlement, sur la demande de cinq membres, le Sénat peut, par assis et levé, décider, sans débat sur le fond, qu'il se formera en comité secret.

S'il n'y a pas d'observation, je consulte, par assis et levé, le Sénat, sur la formation en comité secret.

(Le Sénat a adopté.)

M. le président. Le Sénat se constituant en comité secret, huissiers, faites évacuer tribunes et couloirs.

La séance est suspendue, à cet effet, pendant un quart d'heure.

(La séance est suspendue à quatre heures cinquante minutes.)

Le Chef par intérim du service de la sténographie du Sénat,
ARMAND POIREL.

QUESTIONS ÉCRITES

Application de l'article 80 du règlement, modifié par la résolution du 7 décembre 1911 et ainsi conçu:

« Art. 80. — Tout sénateur peut poser à un ministre des questions écrites ou orales.

« Les questions écrites, sommairement rédigées, sont remises au président du Sénat.

« Dans les huit jours qui suivent leur dépôt, elles doivent être imprimées au Journal officiel avec les réponses faites par les ministres. Elles ne feront pas l'objet d'une publication spéciale.

« Les ministres ont la faculté de déclarer par écrit que l'intérêt public leur interdit de répondre, ou, à titre exceptionnel, qu'ils réclament un délai pour rassembler les éléments de leur réponse... »

1227. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 14 décembre 1916, par M. Milan, sénateur, demandant à M. le ministre de la justice, de l'instruction publique et des beaux-arts, pourquoi le poste de conservateur du château de la Malmaison n'a pas été donné à une victime de la guerre ou à un mutilé qualifié pour cette fonction.

1228. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 14 décembre 1916, par M. Bodinier, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre pourquoi des hommes de la classe 1898, mobilisés depuis le 31 mars, n'ont pas eu de permissions agricoles, alors que leurs camarades des classes 1899 à 1892 ont eu une et parfois deux permissions de vingt jours.

1229. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 14 décembre 1916, par M. Bersez, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre si un officier de complément des services de l'intendance, ayant un an de grade à titre temporaire, peut être nommé à titre définitif, ainsi qu'il est fait pour les officiers de complément du service de santé ayant également un an de grade à titre temporaire.

1230. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 15 décembre 1916, par M. Riou, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre si les jeunes gens de la classe 1913, inscrits maritimes depuis plus de douze mois au 31 décembre 1916, voyageant actuellement au long cours, reconnus aptes au service armé à leur retour en France, seront obligatoirement versés dans les équipages de la flotte.

1231. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 16 décembre 1916, par M. Leblond, sénateur, demandant à M. le ministre des finances dans quelles conditions un assujetti à la loi sur les bénéfices de guerre peut faire une rectification à sa déclaration.

1232. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 16 décembre 1916, par M. Maureau, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre: 1° si les militaires mis en sursis pour l'emprunt national de 1916 ont droit, comme leurs camarades restés au dépôt, à une permission de détente de sept jours à utiliser avant le 1^{er} février 1917; 2° si le temps dudit sursis doit être considéré comme temps de service, pour la détermination du passage à solde mensuelle.

1233. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 18 décembre 1916, par M. Joseph Loubet, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre que soient placés dans les services de l'arrière les militaires qui ont déjà perdu deux frères à la guerre.

1234. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 17 décembre 1916, par M. Saint-Germain, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre si un auxiliaire de l'armée active, visité, contre-visité et reconnu inapte à faire campagne par un troisième conseil de réforme, doit continuer à figurer sur la liste des tours de départ et être désigné pour une formation de campagne.

1235. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 19 décembre 1916, par M. Saint-Germain, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre si les infirmiers faisant fonctions de dentistes aux armées doivent fournir, à leurs frais, l'outillage nécessaire aux soins des malades.

1236. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 19 décembre 1916, par M. Gaudin de Villaine, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre comment les réformés et exemptés de la classe 1887 peuvent être l'objet d'une nouvelle révision alors que leur classe a reçu, en décembre 1914, des certificats constatant qu'elle était libérée de toute obligation militaire.

1237. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 19 décembre 1916, par M. Gaudin de Villaine, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre d'utiliser, au lieu de les enfouir, toutes les peaux des animaux sains tués sur le front.

1238. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 19 décembre 1916, par **M. Gaudin de Villaine**, sénateur, demandant à **M. le président du conseil, ministre des affaires étrangères** que tous les mutilés de guerre admis, après un examen uniforme, dans les administrations de l'Etat pour une même catégorie d'emplois, reçoivent les mêmes indemnités de cherté de vie et allocations familiales.

1239. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 19 décembre 1916, par **M. Bussière**, sénateur, demandant à **M. le ministre de la guerre** d'étendre les dispositions de la dépêche ministérielle 8336 3/5, du 19 octobre 1916, relatives à la cession du charbon à titre remboursable, aux chefs des ateliers des corps de troupes, comme il est fait dans les bureaux.

RÉPONSES DES MINISTRES AUX QUESTIONS ÉCRITES

Réponse de M. le ministre de la guerre à la question écrite n° 1197, posée, le 27 novembre 1916, par M. Forsans, sénateur.

M. Forsans, sénateur, demande à **M. le ministre de la guerre** que les médecins auxiliaires et aides-majors mobilisés depuis le début de la guerre, professeurs d'école, soient promus médecins-majors à trois galons, les grades devant conditionner les compétences techniques.

Réponse.

Réponse négative; il n'est pas possible d'étendre aux professeurs des écoles de médecine les dispositions relatives à l'avancement des médecins de complément en possession de certains titres.

Réponse de M. le ministre de la guerre à la question écrite n° 1204, posée, le 28 novembre 1916, par M. Dellestable, sénateur.

M. Dellestable, sénateur, demande à **M. le ministre de la guerre** si un sous-officier ajourné en 1897, bon en 1898, comptant deux ans de service actif avant la guerre, mobilisé depuis le 16 août 1914, réunit les conditions pour obtenir la solde mensuelle.

Réponse.

L'intéressé a eu droit à la solde mensuelle dès qu'il a réuni cinq ans de service, compte tenu, d'une part, de son année d'ajourne-

ment et de ses deux ans de service dans l'armée active, et, d'autre part, du temps accompli depuis la mobilisation.

Réponse de M. le ministre de l'intérieur, à la question écrite n° 1216, posée, le 4 décembre 1916, par M. Dellestable, sénateur.

M. Dellestable, sénateur, demande à **M. le ministre de l'intérieur** quelle autorité aurait qualité pour priver de son droit à l'assistance un aveugle bénéficiant de l'assistance accordée aux infirmes et incurables indigents et d'une allocation complémentaire de l'hospice des Quinze-Vingts, du fait qu'une allocation journalière lui a été accordée en suite de la mobilisation de son fils, classé soutien de famille.

Réponse.

La circulaire interministérielle du 10 octobre 1914 stipule expressément qu'il ne saurait y avoir cumul entre l'allocation et les majorations militaires et les indemnités accordées au titre de la loi du 14 juillet 1905, sur l'assistance aux vieillards, aux infirmes et aux incurables. Par suite, lorsque l'indigent est admis aux bénéfices de l'allocation militaire, c'est le conseil municipal, s'il a un domicile de secours communal, ou bien le conseil général, s'il a un domicile de secours départemental, ou enfin le ministre de l'intérieur s'il n'a aucun domicile de secours, qui doit prononcer sa radiation des listes des bénéficiaires de l'assistance aux vieillards, aux infirmes et aux incurables.

Au cas où le conseil municipal ou le conseil général se refuseraient à prononcer cette radiation, le sous-préfet devrait faire appel de leur décision devant la commission cantonale et, le cas échéant, devant la commission centrale d'assistance siégeant au ministère de l'intérieur.

Réponse de M. le ministre de la guerre à la question écrite n° 1217, posée, le 5 décembre 1916, par M. Gaudin de Villaine, sénateur.

M. Gaudin de Villaine, sénateur, demande à **M. le ministre de la guerre** de désigner des officiers blessés inaptes pour enquêter à l'arrière du front ou à l'intérieur, sur les embusqués, dans toutes formations d'état-major, de santé, d'intendance et usines, et lui communiquer leurs conclusions.

Réponse.

Le contrôle des dépôts et services de l'intérieur et de la zone des armées, ainsi que les usines et établissements travaillant pour la défense nationale, est effectué par les généraux inspecteurs qui ont sous leurs ordres des officiers dont la plupart ont été

évacués du front pour blessures ou maladies.

Seuls les contrôleurs régionaux et locaux de la main-d'œuvre, qui sont obligatoirement choisis parmi les inspecteurs départementaux du travail, comptent dans leurs rangs une proportion appréciable d'officiers qui n'ont pas été blessés.

Réponse de M. le ministre de la guerre à la question écrite n° 1220, posée, le 7 décembre 1916, par M. Maureau, sénateur.

M. Maureau, sénateur, demande à **M. le ministre de la guerre** de préciser ses instructions sur les hommes des services auxiliaires en ce qui concerne le départ au front de ceux de la classe 1902, passés dans la territoriale le 1^{er} octobre dernier, qui, dans certains dépôts, figurent sur les listes de départ et, dans d'autres, en sont écartés.

Réponse.

Les auxiliaires des classes 1917 à 1902 peuvent être désignés pour être envoyés aux armées. Le passage de cette dernière classe dans la territoriale en octobre dernier ne modifie pas les conditions d'emploi des hommes qui en font partie et les nécessités militaires ne permettent pas actuellement de modifier les règles en vigueur.

Réponse de M. le ministre de l'intérieur à la question écrite n° 1221, posée, le 7 décembre 1916, par M. Brager de La Ville-Moysan, sénateur.

M. Brager de La Ville-Moysan, sénateur, demande à **M. le ministre de l'intérieur** d'admettre au bénéfice de l'allocation militaire les sous-officiers à solde mensuelle, pères de famille nombreuse ou veufs avec enfants en bas-âge, qui feraient la preuve de l'insuffisance de leurs ressources, spécialement ceux qui, à l'intérieur, n'ont pas l'indemnité allouée dans la zone des armées.

Réponse.

L'accord n'a pu, jusqu'à ce jour, s'établir sur cette question, mais le ministre de l'intérieur l'a soumise à nouveau à l'examen de ses collègues auxquels il a demandé s'il ne serait pas possible au lieu d'écarter *ipso facto* les familles des militaires à solde mensuelle du bénéfice de la loi du 5 août 1914, de les autoriser à présenter leurs demandes aux commissions cantonales; celles-ci auraient toute liberté pour apprécier si les indemnités militaires doivent ou non être attribuées.

M. Brager de La Ville-Moysan sera informé de la décision qui interviendra.